



Donald Trump s'adresse aux médias lors d'une conférence de presse à Mar-a-Lago, le 3 janvier 2026, à Palm Beach, en Floride, après la capture de Nicolas Maduro.

QU'ON LA PARTAGE OU NON

6 janvier 2026

Du Venezuela au Groenland : et si la vraie logique de la politique de Trump à l'international échappait largement aux Européens...

Du Venezuela au Groenland, en passant par l'Iran et l'Europe, la politique étrangère américaine sous Donald Trump semble déroutante, brutale, parfois incohérente aux yeux des Européens. Pourtant, derrière les provocations et les coups de force, se dessine une stratégie lisible : recentrage sur la puissance, contrôle des ressources et des espaces critiques, hiérarchisation assumée des alliances selon l'utilité et l'alignement idéologique.



François Chauvancy et Stéphane Audrand

12 min de lecture



PARTAGER



CLASSER



Écoutez cet article 18:43min

Atlantico : La nouvelle stratégie américaine qui semble se déployer depuis l'arrivée de Donald Trump — enfin, « nouvelle », disons plutôt les aménagements apportés à la stratégie américaine par Donald Trump, du Venezuela au Groenland en passant par l'Iran — montre une Amérique qui paraît finalement faire peu de cas de ses alliés traditionnels. Elle semble leur reprocher de ne pas tenir la route, de ne pas être compétents. Dans le choc de puissance que les États-Unis envisagent, que pensez-vous de ce premier constat ?

François Chauvancy : Nous sommes effectivement dans une période de remise en cause du fonctionnement des relations internationales tel qu'on le connaissait depuis 1945, même si l'on pouvait bien sûr critiquer tel ou tel aspect. Aujourd'hui, on assiste au retour des États-Unis non pas comme « **gendarmes** du monde », mais comme puissance mondiale assumée, dans l'esprit du slogan martelé par Donald Trump dès sa campagne : « America First ». Et ce slogan n'est pas qu'un effet de langage : il correspond à une orientation politique et stratégique très concrète.

Si l'on reprend le document publié le 5 décembre sur la nouvelle stratégie de sécurité nationale des États-Unis, cela apparaît clairement. Deux références historiques y sont centrales : Alexander Hamilton, l'un des Pères fondateurs, et James Monroe. Hamilton affirmait que la puissance économique devait déterminer les rapports avec les autres nations — et l'on voit bien à quel point cela correspond à la pratique quotidienne de Donald Trump. Les États n'ont pas d'amis permanents, seulement des intérêts et refusent une diplomatie émotionnelle ou **morale**. Quant à la doctrine Monroe, elle repose sur l'idée d'un « pré carré » : un espace d'influence réservé aux États-Unis, dans lequel les autres puissances n'ont pas vocation à intervenir.

Cela nous ramène à votre question sur la notion d'alliés traditionnels. En réalité, la vraie question pour Washington devient : qu'apportez-vous à la puissance américaine dès lors que vous êtes notre allié ? Les États-Unis ne se posent plus comme ceux qui financent la sécurité mondiale ou interviennent en gendarmes du monde ; cette période est finie. La logique est désormais la suivante : « qu'est-ce que vous faites pour renforcer notre puissance ? ». En fonction de cela, les États-Unis vous aideront — car votre contribution accroît notre propre puissance et vous bénéficiera aussi.

À lire aussi

Rod Dreher : “L'amour vache de Donald Trump pour l'Europe”

Rod Dreher

Et cela figure noir sur blanc dans cette revue stratégique, notamment concernant l'Europe : les relations sont désormais conditionnelles. Ce n'est plus du donnant-donnant automatique. Vous devez prouver votre utilité stratégique.

J'en viens maintenant aux enjeux économiques. Je pense que, pour les années à venir, la clé de la puissance sera l'accès aux minerais stratégiques,

aux terres rares, aux ressources énergétiques indispensables au fonctionnement des économies modernes. Les États qui disposeront de ces ressources s'en sortiront ; ceux qui n'en auront pas devront les acheter — et s'ils dépendent d'une puissance qui en contrôle l'exploitation commerciale, ils deviendront de facto ses vassaux, soumis à sa politique étrangère.

On peut citer le Groenland, le Venezuela, ou encore l'Ukraine pour les terres rares : il s'agit là d'exemples concrets. Ce que mettent en place aujourd'hui les États-Unis, c'est un contrôle accru des ressources stratégiques mondiales. Ceux qui voudront y accéder devront traiter avec Washington — mais aux conditions de Washington, qui contrôlera littéralement le « robinet ».

Au-delà de ces aspects économiques, n'y a-t-il pas aussi une spécificité MAGA, un filtre idéologique qui recompose la valeur perçue des alliés ? On pourrait citer la France, l'un des alliés militairement les plus compétents — nous avons, par exemple, frappé ensemble en 2018 certaines installations chimiques de Bachar al-Assad en Syrie, et Donald Trump avait souvent souligné les capacités françaises. Pourtant, certains pays moins capables militairement, comme l'Italie, semblent aujourd'hui bénéficier d'une confiance accrue parce qu'ils correspondent mieux à la vision que Trump se fait d'un allié. N'y a-t-il pas là une nouveauté ?

À lire aussi

Comment les forces spéciales américaines ont réussi à capturer Nicolás Maduro

Gabriel Mabille

François Chauvancy : Il faut bien comprendre que la stratégie de sécurité nationale américaine de 2025 n'a pas fondamentalement changé. Ce qui change, c'est que lors de son premier mandat, Donald Trump n'était pas en mesure de l'appliquer pleinement : il est arrivé au pouvoir presque par surprise, et sa politique étrangère n'était alors qu'en filigrane. Aujourd'hui, il revient avec un programme structuré, élaboré par des fondations et cercles de réflexion américains.

Les choses sont désormais très claires : soit vous soutenez l'action des États-Unis, soit vous ne la soutenez pas.

Et vous avez raison de souligner que l'idéologie entre en jeu. Elle n'est pas qu'économique. Elle concerne aussi le type de société défendu par le

mouvement MAGA, très conservateur, en décalage avec une grande partie du reste de l'Occident. Les débats autour des questions « woke » en sont une illustration.

JD Vance l'a très clairement exprimé lors de la conférence de Munich du 14 février 2025, où il a littéralement fait la morale aux Européens. On a aujourd'hui un discours américain très cohérent : l'économie compte, les alliances aussi, mais derrière tout cela se cache une bataille culturelle et sociétale.

À lire aussi

Abdullah Mohtadi : « Nous, les Kurdes iraniens, ne cherchons pas la séparation ; nous cherchons plutôt à obtenir nos droits au sein d'un Iran libre, démocratique, pluraliste et sans discrimination »

Abdullah Mohtadi et Emmanuel Razavi

Ainsi, une dirigeante comme Giorgia Meloni en Italie adhère largement à cette vision. L'Italie devient donc un partenaire privilégié. La France, certes puissante militairement et influente en Europe, n'adhère pas à ce modèle sociétal : elle ne sera donc pas nécessairement l'allié préféré.

Stéphane Audrand : Si l'on veut comprendre ce qui se joue aujourd'hui entre les États-Unis et certains points sensibles du globe — le Venezuela, l'Iran, le Groenland — il faut se garder de la tentation du spectaculaire. Rien n'est vraiment improvisé. Derrière les gesticulations et les emballements médiatiques, on retrouve une évolution stratégique américaine entamée depuis près de vingt ans : la conviction que le monde est redevenu un espace de confrontation entre grandes puissances et que les alliances, telles qu'elles avaient été pensées après la Guerre froide, ne suffisent plus à garantir la sécurité nationale américaine.

Depuis le début des années 2000, Washington suit une trajectoire assez constante : reprendre un contrôle direct sur les fonctions critiques liées à sa sécurité. Cela touche au nucléaire, au spatial, au cyber, à l'alerte antimissile, à la projection stratégique. Les États-Unis ne veulent plus "externaliser" ces éléments auprès d'alliés qui, même bien intentionnés, sont perçus comme ne disposant plus des capacités suffisantes pour résister seuls à des chocs majeurs. La méfiance ne porte pas tant sur les intentions que sur les moyens réels. Un allié peut rester un ami, tout en étant considéré comme fragile d'un point de vue opérationnel.

Dans cette logique, le Venezuela n'est pas seulement un régime hostile en Amérique latine : il est surtout un point d'appui potentiel pour la Russie, la Chine ou l'Iran, au cœur de l'arrière-cour américaine. L'Iran, lui, incarne la montée d'un pôle de résistance qui contribue à fissurer la domination occidentale. Quant au Groenland, il n'est pas prioritairement un eldorado minier : il est un maillon crucial de la défense antimissile et de la surveillance arctique, dans une région appelée à jouer un rôle juridique et stratégique décisif dans les décennies à venir. Vu depuis Washington, ces dossiers n'ont rien de dispersé. Ils sont les différentes faces d'une même hantise : ne plus disposer d'un contrôle suffisant sur les zones et les infrastructures qui conditionnent la sécurité du territoire américain.

À lire aussi

Venezuela : Trump affirme que Nicolás Maduro a été « capturé et exfiltré »

Kimberley Bort

Mais à cette tendance lourde s'est ajouté, ces dernières années, un second mouvement — plus politique, plus émotionnel : la grille de lecture propre au courant MAGA. Celle-ci ne remplace pas la stratégie américaine ; elle la reconfigure en introduisant un nouveau critère : l'alignement idéologique. La valeur d'un allié ne se mesure plus seulement en termes de capacités militaires ou industrielles, mais aussi en fonction de sa proximité culturelle et politique avec l'imaginaire national-conservateur américain.

C'est là que naît une hiérarchie paradoxale. Un pays comme la France peut être vu comme un allié compétent, disposant de capacités militaires réelles, mais perçu en même temps comme trop indépendant, trop "globaliste", trop critique. À l'inverse, des pays parfois moins robustes militairement — l'Italie selon certains moments politiques, par exemple — peuvent bénéficier d'une sympathie accrue simplement parce qu'ils semblent idéologiquement compatibles avec la vision du monde MAGA. Ce n'est plus seulement la puissance qui compte, mais la loyauté narrative. L'alliance devient en partie affaire de culture politique partagée.

Cela éclaire autrement la brutalité apparente de certaines décisions américaines. Lorsqu'un allié n'est plus seulement jugé insuffisant sur le plan opérationnel mais, en plus, suspect sur le plan idéologique, il glisse mécaniquement dans une zone grise : utile, mais moins fiable. À l'inverse, un partenaire plus faible mais plus "aligné" peut se retrouver valorisé. C'est une

recomposition silencieuse de l'ordre atlantique : la technique stratégique et l'identité politique s'entremêlent.

Au final, nous entrons dans une période où Washington veut non seulement reprendre le contrôle des leviers de sécurité essentiels, mais aussi s'entourer d'un cercle d'alliés "de confiance politique", même au détriment d'alliés plus compétents mais plus critiques. Le monde devient à la fois plus structuré par la puissance — et plus gouverné par l'affect. C'est sans doute ce qui rend l'époque actuelle si instable : la rationalité stratégique n'a pas disparu, mais elle est désormais filtrée par une logique identitaire qui en modifie les priorités.

À lire aussi

Et la guerre la plus meurtrière de 2025 a eu lieu loin des regards et des émotions occidentales...

Jean-Claude Félix-Tchicaya

Et pour les Européens, la question devient brutale : il ne suffit plus d'être utile. Il faut aussi correspondre au récit. Il faut aussi comprendre que la situation actuelle est bien plus complexe qu'en 2003, au moment de l'intervention américaine en Irak. À l'époque, lorsque la France a refusé de suivre Washington, le prix politique a été réel : campagne d'ostracisation, marginalisation diplomatique, tensions ouvertes. Mais, malgré tout, l'architecture militaire de coopération est restée intacte. Les échanges de renseignement n'ont pas été coupés, la coopération navale et aérienne a continué, les exercices conjoints n'ont pas été remis en cause. Les États-Unis pouvaient être irrités, voire vindicatifs, mais ils ne remettaient pas en jeu l'alliance structurelle.

Aujourd'hui, la donne est différente. La tentation de la rupture instrumentale existe réellement. Un président comme Trump n'hésiterait probablement pas à utiliser la dépendance capacitaire européenne comme levier, de manière explicite. Cela signifie que des coopérations critiques pourraient être suspendues du jour au lendemain :– accès à certains renseignements satellitaires ;– partenariats industriels stratégiques dans l'aéronautique et la défense ;– coopération dans le domaine des sous-marins et de l'anti-sous-marin ;– soutien logistique aux opérations extérieures ;– participation américaine aux programmes d'armement européens.

Même des domaines très sensibles pourraient être touchés : accès aux systèmes de catapultes et d'appontage pour les porte-avions, intégration des chasseurs et ravitailleurs avec les flottes alliées, compatibilité des systèmes d'armes, coopération sur les intercepteurs antimissiles, voire limitation d'accès à certaines pièces critiques pour nos lanceurs spatiaux et satellites militaires. Derrière le discours politique se trouve une réalité matérielle brutale : une grande partie de la puissance militaire européenne repose encore sur des briques technologiques, logistiques et capacitaires américaines.

En 2003, l'Amérique punissait, mais elle ne cassait pas. Aujourd'hui, elle pourrait casser pour contraindre — et en assumer le coût. Cela réduit considérablement la marge de manœuvre européenne. S'opposer frontalement n'est plus seulement une question de courage politique : c'est potentiellement accepter une dégradation immédiate et massive de capacités opérationnelles vitales. C'est ce qui rend l'époque actuelle plus dure, plus incertaine — et exige de nous une forme de lucidité stratégique qui dépasse la seule indignation morale.

À lire aussi

Trump–Zelensky : l'heure des arbitrages

Kimberley Bort

Les États-Unis restent toutefois une démocratie, avec des élections, des alternances possibles. Il est donc envisageable que Donald Trump soit affaibli aux prochaines midterms, ou battu lors de la prochaine présidentielle. Ce qui est décidé aujourd'hui — par exemple concernant le Groenland ou certains pays d'Amérique latine — pourrait être défait demain. N'est-ce pas une faiblesse, notamment face à la Chine, qui dispose d'une forte continuité politique ?

François Chauvancy : Oui. Les États-Unis restent une démocratie, et la majorité au Congrès peut changer. Ce qui est en train d'être construit aujourd'hui pourra être remis en cause demain.

C'est probablement pour cela que Donald Trump va aussi vite : presque chaque jour, il signe quelque chose. Il est déjà entré dans le combat électoral. Il cherche aussi à verrouiller juridiquement certaines décisions par des traités et accords internationaux qui seront difficiles à annuler, même pour

un successeur démocrate — surtout si ces accords enrichissent les États-Unis. Car soyons clairs : un gouvernement démocrate ne renoncera pas à des décisions qui servent l'intérêt national, même s'il critique Trump politiquement.

Quelles options s'offrent alors aux Européens ? Comment éviter l'escalade tout en préservant leur souveraineté et en repensant leur dépendance stratégique ? Quid du Groeland ?

Stéphane Audrand : Avant toute chose, il faut aborder cette question avec calme et lucidité. Le Groenland ne doit ni être dramatisé, ni traité comme un cas banal. Ce que nous observons aujourd'hui n'est pas simplement un geste isolé de Washington, mais bien un test adressé aux Européens. Les États-Unis semblent désormais considérer qu'une grande partie de leurs alliés n'est plus capable d'assumer seule ses responsabilités sécuritaires dans un contexte de rivalité accrue entre puissances.

Cela ne veut pas dire qu'une annexion militaire américaine du Groenland est imminente. À ce stade, de nombreux garde-fous institutionnels existent encore, y compris au [Congrès](#). En revanche, il serait naïf d'exclure des pressions lourdes, diplomatiques et économiques. On peut très bien imaginer un scénario dans lequel Washington cherche à imposer un "deal" : acceptez de nous accorder un contrôle stratégique accru, sinon nous compliquerons votre environnement de sécurité et vos équilibres économiques.

Le vrai problème est que l'Europe n'a ni l'unité politique ni la capacité militaire pour défendre sérieusement le Groenland contre une pression américaine déterminée. Déployer quelques soldats européens dans une posture symbolique serait dangereux : ce type de dissuasion n'a de sens que si l'on est prêt à aller jusqu'au bout. Or personne en Europe n'ira faire la guerre aux États-Unis pour le Groenland — pas même le Danemark. Cela doit nous rappeler une chose essentielle : nous demeurons largement dépendants de la garantie stratégique américaine.

La pire erreur serait de réagir de manière théâtrale. Nous ne pouvons pas faire semblant de pouvoir défendre militairement le Groenland contre les États-Unis. Et nous ne voulons pas non plus transformer une alliance déjà fragilisée en confrontation ouverte.

Il existe une voie médiane. D'abord, reconnaître publiquement que les enjeux stratégiques de l'Arctique sont réels. Puis, renforcer notre présence,

nos capacités de surveillance, nos dispositifs de défense — non pas “contre” Washington, mais au nom de notre propre responsabilité sécuritaire. Cela coupe l’herbe sous le pied à tout discours accusateur.

Ensuite, encadrer et limiter les tentatives d’influence russe et chinoise au Groenland, même si celles-ci restent limitées. Cela réduit encore l’argumentaire américain. En parallèle, il faut rappeler discrètement au monde économique américain qu’une action militaire contre un territoire européen aurait des coûts politiques et commerciaux réels.

Et oui, parfois, des gestes symboliques fonctionnent : offrir une reconnaissance protocolaire, un prestige honorifique, peut suffire à calmer un dirigeant qui cherche avant tout validation et statut.

Mais surtout — et c’est le point fondamental — il ne faut pas que cette crise serve une nouvelle fois à balayer sous le tapis notre dépendance stratégique. L’Europe doit accepter qu’elle demeure militairement fragile et géopolitiquement dépendante. Tant que cela durera, chaque crise deviendra un test. Pas seulement un test diplomatique, mais un test existentiel.

Le Groenland n’est donc pas seulement une affaire d’Arctique. C’est le révélateur d’un problème civilisationnel : voulons-nous continuer à déléguer notre sécurité, ou sommes-nous prêts à assumer notre rôle dans le monde ?

Contrairement à ce que l’on entend souvent, l’intérêt américain pour le Groenland n’est pas prioritairement économique. Oui, il existe des ressources minières. Oui, la glace fond et de nouvelles routes maritimes apparaissent. Mais tout cela reste secondaire. Les projets miniers sont techniquement complexes, coûteux, politiquement sensibles — et Washington dispose déjà d’autres sources d’approvisionnement moins risquées. Quant aux routes arctiques, elles ne menacent pas encore les grands flux marchands mondiaux.

L’enjeu principal est sécuritaire et géostratégique. L’Arctique constitue une voie potentielle de projection militaire vers le territoire américain. La base de Pituffik joue déjà un rôle crucial dans l’alerte précoce et la défense antimissile. Par ailleurs, le Groenland est un élément clé dans les futures batailles juridiques sur les espaces maritimes et les plateaux continentaux. Ce sont des enjeux techniques, mais déterminants à long terme.

Il y a aussi la question de l’influence chinoise et russe. Même si cette influence est parfois amplifiée, elle sert d’argument à Washington pour justifier un contrôle accru. Et, du point de vue américain, le Danemark et

l'OTAN n'apparaissent pas comme des acteurs disposant seuls des capacités suffisantes pour sécuriser durablement la zone.

C'est pourquoi toute réaction européenne doit être pensée avec prudence. Il ne s'agit pas de jouer au bras de fer symbolique, mais plutôt de renforcer nos dispositifs de défense et de gouvernance dans l'Arctique, tout en évitant de transformer notre principal allié en adversaire déclaré.

Dernière question : dans le conflit hors limite qui se dessine entre le bloc chinois et les États-Unis, ces derniers ne testent-ils pas aussi leurs alliés — une sorte de “stress-test” ou de dissuasion 2.0 — pour montrer qu'ils peuvent agir seuls et contraindre ensuite leurs alliés à les suivre ?

François Chauvancy : Ce n'est pas totalement impossible, mais je manque d'éléments solides pour l'affirmer. Cela reste spéculatif, comme vous le dites.

Ce qui est certain, en revanche, c'est qu'un affrontement « politico-militaro-économique » entre les États-Unis et la Chine est hautement probable. On sait d'ailleurs qu'un « téléphone rouge » a récemment été remis en service entre Pékin et Washington, preuve que l'on veut quand même éviter toute escalade incontrôlée.

Mais les États-Unis auront toujours intérêt à ne pas agir seuls : la légitimité internationale reste importante, même pour Donald Trump. De plus, les pays européens — France, Royaume-Uni, Allemagne — ont eux aussi un intérêt vital à ce que l'Indo-Pacifique reste une zone commerciale stable.

La question de Taïwan sera probablement centrale. Les dernières manœuvres chinoises suggèrent qu'un blocus pourrait être la stratégie privilégiée. Un blocus est un acte de **guerre** — même si Pékin considère Taïwan comme une province chinoise. Pourrions-nous rester neutres ? Probablement pas, compte tenu de nos intérêts économiques et industriels — notamment dans les microprocesseurs.

Nous sommes là dans la prospective. Mais il est clair que les États-Unis chercheront à fédérer autour d'eux les États qui partagent leur vision — comme l'indique explicitement la revue stratégique de décembre 2025.

MOTS-CLES

Donald Trump , ordre international , droit international , Venezuela , souveraineté , énergie , pétrole , Russie , ukraine , États-Unis , Chine , Nicolas Maduro , Groenland , europe , Union européenne , OTAN , stratégie

THEMATIQUES

Géopolitique